

Dispensé de Droit d'Enregistrement

LES SOUSSIGNES :

Monsieur SERRANO Mathieu, Claude.

Profession : *Dirigeant de société.*
Date et lieu de naissance : 08/07/1977 à MONTAUBAN (82).
Domicile : 488, Chemin de Bartete – 82000 MONTAUBAN.
Situation matrimoniale : *Epoux de Mme TESTAS Audrey.*
Régime matrimonial : *Séparation de biens.*
Acte établi par Maître SERLOOTEN, Notaire à MONTAUBAN - le 21/01/2015.
Nationalité Française.

Madame SERRANO épouse SAVIGNAC Marie, Laetitia.

Profession : *Dirigeante de société.*
Date et lieu de naissance : 01/11/1980 à MONTAUBAN (82).
Domicile : 299, Chemin du Pont de Béart – 82000 MONTAUBAN
Situation matrimoniale : *Epouse de Mr SAVIGNAC Laurent.*
Régime matrimonial : *Séparation de biens.*
Acte établi par Maître SERLOOTEN, Notaire à MONTAUBAN - le 09/09/2014..
Nationalité Française.

Monsieur SERRANO Francis, Henri.

Profession : *Dirigeant de société.*
Date et lieu de naissance : 23/02/1955 à LAVAUUR (81).
Domicile : 47, rue Alexandre Dumas Résidence « Les Mousquetaires » 82000 MONTAUBAN.
Situation matrimoniale : *Epoux de Mme PHILIP Marie-Josée.*
Régime matrimonial : *Communauté réduite aux acquêts, en l'absence de contrat.*
Nationalité Française.

Madame PHILIP épouse SERRANO Marie-Josée, Raymonde, Françoise.

Profession : *Dirigeante de société.*
Date et lieu de naissance : 23/10/1955 à RODEZ (12).
Domicile : 47, rue Alexandre Dumas Résidence « Les Mousquetaires » 82000 MONTAUBAN.
Situation matrimoniale : *Epoux de Mr. SERRANO Francis.*
Régime matrimonial : *Communauté réduite aux acquêts, en l'absence de contrat.*
Nationalité Française.

Monsieur DUCASSE Philippe, Daniel.

Profession : *Agent Général d'assurance.*
Date et lieu de naissance : 18/11/1959 à NERAC (47)
Domicile : 1061, Chemin du bord de l'angle - 82230 LEOJAC.
Situation matrimoniale : *Epoux de Mme AMIOT Marie-Christine.*
Régime matrimonial : *Séparation de biens.*
Acte établi par Maître ROBIN, Notaire à SEPTFONDS - Mariage du 28/06/1997.
Nationalité Française.

DJ
DM FS
MP MS
M YS HJS

Madame AMIOT épouse DUCASSE Marie-Christine, Française.

Profession : *Secrétaire.*

Date et lieu de naissance : 28/08/1963 à ABBEVILLE

Domicile : 1061, Chemin du bord de l'angle - 82230 LEOJAC.

Situation matrimoniale : *Epouse de Mr DUCASSE Philippe.*

Régime matrimonial : *Séparation de biens.*

Acte établi par Maître ROBIN, Notaire à SEPTFONDS - Mariage du 28/06/1997.

Nationalité Française.

Monsieur DUCASSE Valentin.

Profession : *Commerçant.*

Date et lieu de naissance : 23/04/1997 à MONTAUBAN (82).

Domicile : 9, Quai Poult - 82000 MONTAUBAN.

Situation matrimoniale : *Célibataire.*

Nationalité Française.

Monsieur DUCASSE Maxime Jean Patrick.

Profession : *Artisan Boucher.*

Date et lieu de naissance : 23/04/1997 à MONTAUBAN (82).

Domicile : 5, rue Marina – 40200 MIMIZAN PLAGE

Situation matrimoniale : *Célibataire.*

Nationalité Française.

SCI « COCA IMMO »

Forme : *Société Civile Immobilière.*

Siège social : 47, rue Alexandre Dumas Résidence « Les Mousquetaires » 82000 MONTAUBAN.

Immatriculation : 424 315 687 RCS MONTAUBAN.

Représentant légal : *Mme Marie-Josée SERRANO.*

Ont, par ces présentes, établis ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée « 3 MV GESTION » qu'ils ont convenu de constituer entre eux :

DM ✓ FS
DM DM
DP MS
MS
HSS

« 3 MV GESTION »

Société par Actions Simplifiée au Capital de 5.000 Euros

En formation

*Siège Social : Résidence « Les Mousquetaires » - 47, rue Alexandre Dumas
82000 MONTAUBAN*

RCS MONTAUBAN

STATUTS

Article Premier. Forme.

Il est formé, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront être créées par la suite, une *Société par Actions Simplifiée*. Elle est régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des *articles L.227-1 à L.227-20* du code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

Article 2. Objet.

La société a pour objet, directement ou indirectement en tous pays :

L'achat, la vente, la location et l'exploitation de tous fonds de commerce d'exploitation et location d'équipements sportifs.

Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, et ce, par tous moyens, notamment, par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de société en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite.

Article 3. Dénomination.

La dénomination sociale est : « 3 MV GESTION ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 4. Siège Social.

Le siège social est fixé à la Résidence « Les Mousquetaires », 47, rue Alexandre Dumas - 82000 MONTAUBAN

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective des actionnaires.

Article 5. Durée.

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

En cas de prorogation de la durée de la société, la décision collective des actionnaires doit intervenir au moins trois mois avant la date marquant la fin de la société.

Article 6. Apports.

Il est apporté à la société lors de sa constitution :

Par Mr Mathieu SERRANO, une somme de MILLE Euros, ci :	1.000 €
Par Mme Marie SERRANO, épouse SAVIGNAC, une somme de MILLE Euros, ci :	1.000 €
Par Mr Maxime DUCASSE, une somme de MILLE Euros, ci :	1.000 €
Par Mr Valentin DUCASSE, une somme de MILLE Euros, ci :	1.000 €
Par Mr Francis SERRANO, une somme de CENT SOIXANTE QUINZE Euros, ci :	175 €
Par Mme Marie Josée PHILP, épouse SERRANO, une somme de DEUX CENTS Euros, ci :	200 €
Par Mr Philippe DUCASSE, une somme de CENT SOIXANTE QUINZE Euros, ci :	175 €
Par Mme Marie-Christine AMIOT, épouse DUCASSE, une somme de DEUX CENTS Euros ci :	200 €
Par la SCI « COCA IMMO », une somme de DEUX CENT CINQUANTE Euros, ci :	250 €
Total :	5.000 €
	=====

La somme de CINQ MILLE Euros - 5.000 € - représentative de la totalité des apports en numéraire, a été déposée conformément à la loi par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque, le *****

Cette somme sera retirée par le Président de la société sur présentation d'un certificat ou d'un extrait délivré par le greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7. Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE Euros, divisé en CINQ MILLE actions, d'une valeur nominale de UN Euro chacune, de même catégorie, appartenant à :

<i>Mr Mathieu SERRANO</i> , à concurrence de <i>MILLE actions</i> , ci :	1.000 actions
<i>Mme Marie SERRANO</i> , épouse <i>SAVIGNAC</i> , à concurrence de <i>MILLE actions</i> , ci :	1.000 actions
<i>Mr Maxime DUCASSE</i> , à concurrence de <i>MILLE actions</i> , ci :	1.000 actions
<i>Mr Valentin DUCASSE</i> , à concurrence de <i>MILLE actions</i> , ci :	1.000 actions
<i>Mr Francis SERRANO</i> , à concurrence de <i>CENT SOIXANTE QUINZE actions</i> , ci :	175 actions
<i>Mme Marie Josée PHILIP</i> , épouse <i>SERRANO</i> , à concurrence de <i>DEUX CENTS actions</i> , ci :	200 actions
<i>Mr Philippe DUCASSE</i> , à concurrence de <i>CENT SOIXANTE QUINZE actions</i> , ci :	175 actions
<i>Mme Marie-Christine AMIOT</i> , épouse <i> DucASSE</i> , à concurrence de <i>DEUX CENTS actions</i> , ci :	200 actions
<i>SCI « COCA IMMO »</i> , à concurrence de <i>DEUX CENT CINQUANTE actions</i> , ci :	250 actions
 Total :	 5.000 actions

Les soussignés déclarent expressément que les *CINQ MILLE actions* présentement créées sont souscrites en totalité par les actionnaires et libérées de la moitié de leur montant, conformément aux dispositions prévues par l'article L 225-3 al. 1 du Code de Commerce.

Article 8. Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires peut également déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, en une ou plusieurs fois, l'émission de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société, dans les conditions légales.

Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation de capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Article 9. Forme des actions.

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10. - Cession des actions.

La clause d'agrément est inapplicable en cas d'actionnaire unique.

Les actions ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'agrément de la collectivité des associés, donné dans les conditions prévues à l'article 18 des statuts.

Handwritten signatures and initials:

- DS
- BS
- AM
- AM
- DS
- BS
- MS
- MS
- MS

1. La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque actionnaire, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant le nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. La décision d'agrément est prise par décision collective des actionnaires. Elle devra mentionner son accord ou non sur le prix. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque. L'agrément résulte, soit d'une notification par lettre recommandée AR, dans les dix jours de la décision collective des actionnaires, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande. Ce délai de trois mois cours à compter de la date la plus tardive de réception de la demande. La notification devra comporter, en cas de refus d'agrément, l'accord ou non de la décision collective des actionnaires sur le prix. En cas de défaut de réponse, la décision collective des actionnaires sera considérée comme ayant accepté le prix. En cas de refus, le cédant aura huit jours, soit à compter de la réception de la notification de la décision collective des actionnaires, pour faire connaître, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR envoyée au Président, s'il renonce ou non à son projet de cession. Le défaut de réponse dans les délais vaut décision, par le Cédant, de renoncer à la cession.
2. Dans le cas où le Cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, il sera tenu de mentionner, dans sa réponse, s'il accepte ou non le rachat par la société des ses propres actions. En cas de défaut de cette mention, il sera présumé refuser le rachat par la Société des ses propres actions.
2. a En cas d'accord entre les parties sur le prix, les délais ci-dessous courent à compter de la date de réception, par la Président, de la réponse du Cédant de sa décision de poursuivre la procédure de cession. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. En cas de recours à d'application de l'article 1843-3 du Code Civil, les délais ci-dessous courent à compter de la date définitive de fixation du prix. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.
2. b La Société est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la date telle que définie ci-dessus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par elle-même. A cet effet, le président provoquera, dans le mois qui suit la date telle que définie ci-dessus, la décision de la collectivité des actionnaires, en invitant chacun des actionnaires à indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir ou à présenter un tiers à l'agrément de ladite décision collective, ou, enfin, de proposer de faire racheter les actions du Cédant par la société.
2. b-1 La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite des demandes de chaque actionnaire.
2. b-2 Si aucune demande d'achat n'a été émise, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, la collectivité des actionnaires peut faire acheter les actions disponibles par des tiers. La décision d'agrément est prise par décision collective des actionnaires.
2. b-3 Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.
3. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la date telle que définie ci-dessus, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites. Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.
4. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.
5. La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président ou d'un délégué du président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.
6. Le prix devra être payé dans les quinze jours du transfert de propriété des titres. En cas de retard, les sommes dues au cédant produiront intérêt au taux légal.
7. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice.

DM DM
DR Y.S MS
HJS

Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

8. La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur si elle accepte ou non celui-ci comme actionnaire est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

9. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées ci-dessus.

10. A défaut de notification au liquidateur de la décision des actionnaires, dans les trois mois de la réception de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la réception de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attribuaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 3. ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Article 11. Exclusion.

La clause d'exclusion est inapplicable en cas d'actionnaire unique.

1. L'actionnaire dont le contrôle est modifié au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce doit, dès cette modification, en informer le président de la société.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président consulte les actionnaires, sur les conséquences à tirer de cette modification. La décision collective des actionnaires, dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts, agréée la modification ou impartit à l'intéressé un délai d'un mois pour régulariser sa situation.

En cas de non agrément de la modification, l'exercice des droits non pécuniaires de cet actionnaire est de plein droit suspendu à dater de la décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires est notifiée à l'actionnaire dont le contrôle est modifié dans un délai de 15 jours à compter de la décision.

A défaut de régularisation dans le délai imparti courant à compter de la date de réception de la notification de la décision collective des actionnaires, l'intéressé est exclu de la société. Ses actions sont rachetées par les actionnaires ou la société dans le cadre des conditions prévues à l'article 10, ou un tiers agréé dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts.

A défaut d'accord, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

2. Lorsqu'un actionnaire ne respecte pas les dispositions statutaires ou contrevient gravement à l'esprit et aux objectifs définis dans le préambule ci-dessus, et après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, il peut être exclu de la société par décision collective dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts.

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

Si l'actionnaire souhaite présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, il en informe le Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR dans un délai de un mois à compter de la réception de la menace d'exclusion.

A défaut de réponse de l'actionnaire menacé d'expulsion dans le délai ci-dessus, celui-ci est présumé accepter les griefs.

Le Président devra transmettre à chaque associé copie de la réponse de l'actionnaire en question par lettre recommandée AR dans le délai d'un mois de la réception de la réponse de l'actionnaire menacé d'exclusion.

La décision collective des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après l'expiration un délai minimum de quinze jours après la date la plus tardive de la réception par chaque actionnaire de la réponse en défense de l'actionnaire menacé d'exclusion, ou, à défaut de réponse dans les délais impartis, après le délai de un mois prévu ci-dessus, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

La décision collective des actionnaires est prise dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au 1 ci-dessus.

Article 12. Droits et obligations attachés aux actions.

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13. Président de la SAS.

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des actionnaires dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts.

Le Président de la SAS, nommé statutairement, est :

Monsieur Mathieu SERRANO, domicilié au 488, Chemin de Bartete – 82000 MONTAUBAN.

Le Président de la SAS est nommé pour une durée déterminée, prenant fin lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à six mois, il pourra être pourvu à son remplacement par une personne désignée par décision collective des actionnaires. Le Président de la SAS remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pendant la durée de son mandat, le Président de la SAS peut être révoqué par décision collective des actionnaires. La révocation doit être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le Président de la SAS représente la société à l'égard des tiers.

DM ✓ DM
DM DP
MS HS
PS HIS

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président de la SAS qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffisse à constituer cette preuve.

9.5 $\frac{P_1}{H_2} \rightarrow \frac{H_2}{V_2} \rightarrow \frac{H_2}{D_1} \rightarrow \frac{H_2}{F_2}$

3. Commissions créées par le Comité de Surveillance

Le Comité de Surveillance peut créer une ou plusieurs commissions dans le but de faire valoir les fonctions et les devoirs du comité de Surveillance en dehors des réunions régulières.

Les membres des commissions sont choisis par le Comité de Surveillance en son sein, ou en dehors de son sein.

Les commissions sont convoquées par le Président du Comité de Surveillance aussi souvent que le requièrent les intérêts de l'entreprise.

4. Décisions du Comité de Surveillance

Le Président du Comité de Surveillance détermine le mode de décision le mieux approprié pour chaque délibération : tenue d'une réunion, ou consultation écrite, ou dans un acte. Toutefois, pour que le Comité de Surveillance puisse délibérer par consultation écrite ou dans un acte, le Président du comité de Surveillance devra au préalable obtenir l'accord par écrit de tous ses membres ainsi que celui du Président.

Le Comité de Surveillance se réunit ou délibère aussi souvent que nécessaire, à l'initiative de l'un ou l'autre de ses membres ou du président de la société, et au moins, une réunion une fois par an.

Les dates des délibérations doivent être fixées si possible à l'avance pour un exercice complet.

Chaque membre du Comité de Surveillance ou les dirigeants peuvent exiger par écrit en indiquant le but et les raisons au Président du Comité de Surveillance, la délibération immédiate du Comité de Surveillance.

La délibération doit avoir lieu dans un délai de 2 semaines après la l'envoi de l'ordre du jour.

Si une délibération demandée par au moins 2 membres du Comité de Surveillance ou de la Direction n'est pas lancée dans un délai de 2 semaines, les demandeurs peuvent envoyer l'ordre du jour du Comité de Surveillance eux-mêmes en invoquant les circonstances.

Les réunions peuvent être tenues dans tout lieu dans tout pays de la Communauté Européenne.

5. Information des membres du Comité de Surveillance et du Président

La saisine du Comité de Surveillance doit être précédée de l'envoi de l'ordre du jour, des documents, rapports et explications des différents points de l'ordre du jour.

L'ordre du jour et les documents concernés peuvent être remis aux membres de Comité de Surveillance et au Président par tous moyens, 14 jours au moins avant la date de la délibération. Ce délai ne peut être raccourci qu'en cas d'extrême urgence, avec l'accord écrit de tous les membres du Comité de Surveillance et du Président.

L'ordre du jour est déterminé par le Président du Comité de Surveillance, ou en cas d'empêchement, par son Vice président, en prenant en considération les demandes des membres du Comité de Surveillance et les demandes des dirigeants.

A propos des sujets qui ne figurent pas à l'ordre du jour ou ceux dont les documents n'ont pas été mis à disposition en temps voulu, une résolution ne peut avoir lieu que si tous les membres du Comité de Surveillance sont présents et si aucun membre ne s'y oppose.

6. Déroulement des délibérations du Comité de Surveillance et des commissions

Le président de la société participe à ses réunions avec voix consultative.

Le Président du Comité de Surveillance ou en cas d'empêchement, le Vice-Président du Comité de Surveillance, doit préparer les délibérations, veiller à la conformité de la communication des documents, diriger les débats en cas de réunion, et dresser les procès verbaux des délibérations.

En cas de consultation écrite, tous moyens d'expression peuvent être utilisés: vidéo conférence, téléphone, fax, télex, etc ...

Le Comité de Surveillance et les commissions ne délibèrent valablement que si au moins la moitié de ses membres et le Président y participent ou sont représentés.

En cas d'empêchement d'un membre du Comité de Surveillance, celui-ci peut se faire représenter par un autre membre du Comité de Surveillance en lui donnant pouvoir par écrit.

La représentation ne peut s'exercer que par un autre membre du Comité de Surveillance.

Aucune représentation n'est admise en cas de consultation écrite ou de décision par acte.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle délibération avec le même ordre du jour devra être convoquée.

Chaque membre dispose d'une voix. Le type et la forme de mise aux voix sont déterminés par le Président de la réunion.

DA DP
DV DM
H-S MS
B HIS

Les décisions du Comité de Surveillance et des commissions créés sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Les votes qui ne laissent pas apparaître une décision claire ou les abstentions ne sont pas pris en compte. En cas d'égalité des voix c'est la voix du Président du Comité de Surveillance qui est prépondérante.

En cas consultation écrite, si la procédure décrite ci-dessus était contestée ou si une résolution ne pourrait être adoptée, le Président du Comité de Surveillance ou, en cas d'empêchement, le Vice-Président du Comité de Surveillance, doit dans les plus brefs délais, convoquer une réunion du Comité de Surveillance dont l'ordre du jour devra mentionner les résolutions qui étaient soumises à la consultation écrite.

7. Procès verbaux des décisions du Comité de Surveillance et les commissions

Le Président du Comité de Surveillance ou en cas d'empêchement, le Vice Président du Comité de Surveillance peut nommer, pour chaque délibération, un Secrétaire.

Un procès verbal de la délibération est dressé, celui-ci doit reporter le nom des membres présents et représentés, l'ordre du jour, les décisions prises ainsi que le déroulement de la décision retraçant les grandes lignes de la discussion et doit être signé par tous les membres du Comité de Surveillance et le Président.

Les procès verbaux sont consignés sur un registre conservé au siège social.

Sur demande d'un membre du Comité de Surveillance, son avis contraire motivé à une décision doit être reporté dans le compte-rendu.

Le procès verbal doit être envoyé par le Président du Comité de Surveillance aux membres du Comité de Surveillance et à la Direction, si elle est concernée, dans les 2 semaines qui suivent la délibération, par lettre recommandée ou remis en main propre avec reçu.

Des objections ou modifications au procès verbal peuvent être demandées par écrit au Président du Comité de Surveillance dans le mois qui suit la date de la délibération.

D'autres personnes que les membres du Comité de Surveillance ne peuvent accéder aux procès verbaux qu'avec accord du Président du Comité de Surveillance.

8. Devoirs du Comité de Surveillance

Le Comité de Surveillance détermine la limitation des pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux, en accord avec ceux-ci.

Lorsqu'une décision incombant au Président ou aux Directeurs Généraux excède les pouvoirs qui leur ont été fixés par le Comité de Surveillance, les dirigeants devront obtenir l'accord préalable dudit Comité de Surveillance ou de la Commission créée par ce Comité.

Si un accord préalable n'était pas possible, alors le Comité de Surveillance ou la commission créée seront informés des mesures dans les plus brefs délais et un accord a posteriori concernant cette mesure devra être acquis.

9. Limitation des pouvoirs du Président et des Directeurs généraux.

Le Comité de Surveillance peut, pour des raisons internes au fonctionnement de la société, limiter les pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux.

Ces limitations de pouvoirs seront déterminées d'un commun accord entre Comité de Surveillance et le Président eux lors d'une délibération du Comité de Surveillance.

Toute modification apportée à ces limitations de pouvoir s'effectuera dans le cadre des décisions du Comité de Surveillance.

10. Désignation des premiers membres du Comité de Surveillance

Il n'est procédé statutairement à aucune désignation de membres du Comité de Surveillance.

Article 17. Conventions réglementées.

1. Le président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions réglementées entrant dans le champ d'application de la loi dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions.

La décision collective des actionnaires statue chaque année sur ce rapport, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

DM 9F
DV 9M

Y.S MS

RS HSS

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 18. Décisions des actionnaires.

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation écrite. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblées les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par en cas de carence du président, par le Commissaire aux Comptes ou un mandataire désigné en justice.

Dans ces deux derniers cas, l'ordre du jour sera établi par celui qui en a fait la demande.

La convocation est faite par tous moyens quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de réunion. La convocation est accompagnée de tous les documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Par exception, la convocation du Commissaire aux Comptes est faite par lettre recommandée avec AR dans les mêmes délais.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de quinze jours est considéré s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

Le Commissaire aux Comptes doit être destinataire de tous les documents envoyés aux actionnaires et copie certifiée conforme du procès verbal des décisions collectives doit lui être communiqué dans le mois qui suit la décision collective.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés :

Autorisations relatives à l'agrément des cessions d'actions à un tiers non actionnaire.

7. Décisions prises à la majorité absolue des actionnaires présents ou représentés :

Toutes les autres décisions, y compris les modifications statutaires.

8. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 19. Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote.

DM DP
DM DV
LS MS
B MS

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En outre, les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

Article 20. Décisions ordinaires.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 21. Information des actionnaires.

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 22. Exercice social.

Chaque exercice social commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.
Le Premier exercice social sera clos le 31/12/2026.

Article 23. Comptes annuels.

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 24. Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 25. Contrôle des comptes.

Conformément aux possibilités découlant des dispositions légales en vigueur, les fondateurs décident de ne pas procéder dans l'immédiat à la nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant.

DM DV
DP DM
H.S HS
HIS
PS

Article 26. Comité d'entreprise.

Les délégués du comité d'entreprise – s'il en existe dans la société - exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président, ou s'il en est créé, auprès du Comité de Surveillance.

Article 27. Liquidation.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions prévues au Code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 28. Contestations.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu au siège social de la société, et sera conduit en langue française.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Article 29. Jouissance de la personnalité morale.

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 30. Autorisations d'engagements - Préalables ou postérieurs à la signature des statuts.

Les fondateurs se réservent, à compter de la signature des statuts, le droit de conclure pour le compte de la société en attendant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, tous actes et opérations entrant dans le cadre de l'objet social de la société.

Article 31. Publicité.

En vue d'obtenir la publicité relative à la constitution de la société, tous pouvoirs sont donnés à *Monsieur Mathieu SERRANO*, Président de la SAS, à l'effet de :

*Signer et de faire publier avis de constitution dans un Journal d'annonces légales du département du siège social ;

*Procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont également donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi.

Article 32. Frais.

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Article 33. - Déclaration Fiscale.

La présente société sera soumise à l'impôt sur les sociétés. (IS)

Etabli et signé à MONTAUBAN, le treize Mai Deux Mille Vingt Cinq.
En quatre exemplaires originaux.

Les associés fondateurs :

Monsieur Mathieu SERRANO.

« Lu et approuvé ».

« Bon pour acceptation des fonctions de Président de la SAS.

« lu et approuvé »

« Bon pour acceptation des fonctions de Président de la SAS »

Madame Marie SERRANO, épouse SAVIGNAC.

« Lu et approuvé ».

lu et approuvé

Monsieur Francis SERRANO.

« Lu et approuvé ».

lu et approuvé

Madame Marie-Josée PHILIP, épouse SERRANO.

« Lu et approuvé ».

« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la SAS ».

lu et approuvé Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la SAS

Monsieur Philippe DUCASSE.

« Lu et approuvé ».

lu et approuvé

Madame Marie-Christine AMIOT, épouse DUCASSE.

« Lu et approuvé ».

« lu et approuvé »

Monsieur Valentin DUCASSE.

« Lu et approuvé ».

« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la SAS ».

lu et approuvé

Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général de la SAS.

Monsieur Maxime DUCASSE.

« Lu et approuvé ».

lu et approuvé

SCI « COCA IMMO »

Mme Marie-Josée SERRANO

« Lu et approuvé ».

lu et approuvé

S.C.I. « COCA-IMMO »
47, rue Alexandre Dumas
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 66 43 43
RCS A 424 915 697 (1999 B 236)